

Communiqué de presse

Le rapport sera publié en ligne le 01.06.2020

La Côte d'Azur : l'envers du décor

Violations de droits, détention et refoulement : une réalité quotidienne pour les migrants à la frontière franco-italienne, où les faiblesses de l'Europe pèsent lourdement sur la vie des gens.

29.05.2020 – Le rapport La Côte d'Azur : l'envers du décor sera publié le 01.06.2020 sur le site internet de la Fondation Rosa Luxemburg (RLS). Les recherches de terrain pour ce projet ont été menées à la frontière franco-italienne, zone militarisée en pleine Union européenne, où la France continue de refouler des migrants par milliers, au mépris de leurs droits humains et contrairement aux accords internationaux.

« Si vous ne résistez pas, la police prend vos informations et vous laisse partir. Autrement, ils vous insultent et vous tabassent ». C'est en ces termes qu'un Soudanais décrit la réalité que vivent les migrants dans la zone qui sépare les villes frontalières de Menton et Vintimille. Sur fond idyllique de mer bleue et de montagnes vertigineuses, la police française applique un ensemble de procédés illégaux – profilage racial, violences, vols et détentions – afin de repousser les migrants vers l'Italie au moment où ceux-ci tentent d'entrer en France.

Origines diverses, même situation

Chaque jour, la police française repousse une quarantaine de migrants, soit un total de plus de 15 000 pour la seule année 2019. Actuellement, une grande partie des refoulés sont d'origine subsaharienne. La plupart sont Soudanais et il y a parmi eux de nombreux mineurs. Ils passent la Méditerranée jusqu'en Italie du Sud et traversent l'ensemble du pays afin de rejoindre la frontière française. D'autres – Kurdes, Afghans et Pakistanais pour la plupart, là encore, souvent mineurs – y parviennent par la route des Balkans.

A la frontière, nombreux sont les migrants à avoir passé des années en Italie – les Guinéens, les Gambiens, les Maliens et les Sénégalais surtout. Bien qu'ils soient en situation régulière, l'autonomie économique et l'inclusion sociale leur échappent faute d'un système de réception adéquat, de voies d'intégration et d'emplois. Leur situation a été encore exacerbée par l'adoption en décembre 2018 du décret-loi italien sur la sécurité.

Bien que d'origine très différente, toutes ces personnes ont un seul et même désir : celui de traverser la frontière par tous les moyens, en prenant le train, en se dissimulant dans une voiture ou un camion, ou encore en se faufilant sur un périlleux chemin de montagne.

Une seule frontière, de nombreuses violations de droits

A la frontière, les droits des mineurs sont constamment bafoués, car, explique Diaconio Valdese, organisation réalisant un projet de suivi sur site, « la police française refoule des mineurs ». Suite à une visite dans les locaux de la police française à Menton, le Contrôleur général des lieux de privation de liberté a condamné le fait que les gens soient contraints de passer la nuit dans « dans des locaux sales et indignes où ils n'ont pas de place pour s'allonger » et où la nourriture et l'eau ne sont distribuées que « suivant le bon vouloir des agents ».



De nombreux migrants, dont certains sont même domiciliés en France, racontent qu'on leur vole leurs biens et leurs documents personnels. « Souvent, la police déchire les documents de personnes qui ont un permis de résidence français ou dont les procédures de demande d'asile sont en cours en France », explique un activiste qui travaille avec Kesha Niya, association internationale qui soutient les migrants refoulés à la frontière. La Commission nationale [française] des droits de l'homme a qualifié d'« inhumaines » les pratiques dont elle a été témoin dans la région.

Au lieu de la responsabilité institutionnelle, la propagande politique

« Ils nous poursuivent afin de nous intimider. [...] Plus ils s'acharneront, plus nous riposterons », affirme Martine Landry, militante à Amnesty International, actuellement jugée pour avoir aidé deux mineurs gambiens qui venaient de se faire refouler. De nombreuses personnes travaillant pour des associations ou des organisations locales ont été mises en examen pour « aide à l'immigration irrégulière ». Il se crée donc un « délit de solidarité », alors même qu'aucun soutien institutionnel n'est visible dans la région. Aucun système d'accueil n'est en place à Vintimille. Le seul endroit où les migrants puissent résider légalement est le camp de Roya, géré par la Croix-Rouge italienne. Isolé de la ville même, ce camp de containers accueille environ 200 personnes dans des conditions extrêmement précaires.

Bien que de nombreuses plaintes aient été déposées au fil des ans, les atteintes aux droits humains persistent. Le fait que ces pratiques scandaleuses continuent d'être autorisées au cœur de l'Europe met en relief le manque de solidarité des pays européens en matière de migration. Leur répugnance à accepter leur responsabilité partagée a créé un scénario où des activités criminelles, depuis le « passage » moyennant finances jusqu'à la traite humaine, peuvent se développer de façon incontrôlée.

Le rapport *Le Côte d'Azur : l'envers du décor* sera disponible sur le site internet du bureau bruxellois de la RLS à partir du 01.06.2020 :

www.rosalux.eu/reportage-on-the-italian-french-border

Anna Dotti est née à Rome en 1989. Elle est titulaire d'un master de philosophie de l'Université de Rome « La Sapienza » (Italie) et de l'Université Friedrich-Schiller de Jena (Allemagne). Après avoir travaillé dans le domaine de la migration et de la protection des droits humains, principalement dans la communication et l'information, elle est à présent journaliste indépendante et écrit pour des journaux en ligne italiens. Elle est actuellement basée à Hambourg et couvre des sujets tels que la migration, les droits humains et les problématiques sociales. Contact : anna.dotti@gmx.net.

Serena Chiodo est née en 1984 à Carate Brianza (Province de Milan). Elle est titulaire d'un master en communication et sciences sociales spécialisé dans la migration. Elle a ensuite poursuivi des études en communication et relations internationales ainsi qu'en sciences sociales appliquées. Cela fait de nombreuses années qu'elle travaille dans le domaine de la migration et de la protection des droits humains, où elle réalise principalement des activités de plaidoyer, de recherche et de communication. Elle est journaliste indépendante, basée à Rome et spécialisée dans la migration, les droits humains et les problématiques sociales. Contact : serena.chio@gmail.com.

La Fondation Rosa Luxemburg

La Rosa-Luxemburg-Stiftung est une organisation internationale sans but lucratif affiliée au parti de gauche allemand *Die Linke*. Elle s'efforce de développer des approches et des concepts alternatifs pour une transformation sociale fondamentale permettant la création d'une société plus unie et plus juste. Le bureau de Bruxelles fonctionne comme un *think tank* et étudie des problématiques européennes et internationales relatives à la société actuelle. Le présent rapport est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement.

